

Le Relais

n° 85 - janvier-février-mars 2020

Institut d'Histoire Sociale CGT-FAPT



Siège social :
263, rue de Paris
Case 545 -
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22



Les anciens doivent guider et conseiller
les jeunes mais aussi leur laisser droit
à plus d'initiatives !



SOMMAIRE

Bref rappels historiques Page 2

Le Billet : Passage de Relais prometteur Page 3

Portrait : Adèle LECOQ, militante syndicale et politique,
féministe, pacifiste Page 4

Dossier : les 110 ans de la Fédération et les 20 ans de l'IHS
et les jeunes font la fédération ! Page 6

La vie de l'IHS : Aux origines de notre IHS Page 12

Histoire : L'action syndicale a contribué
à faire grandir les idées féministes ! Page 14

Hommage Page 16

Livre audio : Une première pour l'IHS CGT Fapt
Page 16

Rappels historiques

Joël Ragonneau

1920 : Les fonctionnaires en colère

Les campagnes anti-fonctionnaires ne datent pas d'aujourd'hui. Celle qui déferle en ce début 1920 dans une certaine presse en est un exemple. Désinformation, manipulation des chiffres et des idées... Déjà !

Du coup, les cheminots cessent le travail le 19 février. Grève qui devient quasi générale dès le lendemain. Seule réponse du gouvernement : sanctions et arrestations qui se multiplient.

Malgré la reprise du travail suite à de vagues promesses de Millerand*, la tension ne baisse pas pour autant. Deux mois plus tard, le 1^{er} mai approchant, la Fédération générale des fonctionnaires appelle toute la fonction publique à cesser le travail ce jour-là (rappelons que le 1^{er} mai n'est férié en France que depuis 1947).

La Fédération Postale lance des mots d'ordre de grève pour les services postaux, le télégraphe et aux ambulants – mots d'ordre qui seront généralement bien suivis.

Chez les cheminots, après les mouvements de février, le climat reste très tendu. Le bureau de la Fédération, nouvellement élu, décide de faire de ce premier mai un point fort à partir duquel s'organisera une action de grève générale. La Confédération soutient le mouvement et établit un plan « vagues d'assaut » qui consiste à lancer dans la lutte toutes les corporations les unes après les autres.

La grève nationale du 1^{er} mai 1920 est un grand succès avec des manifestations un peu partout en France.

Mais ni la mobilisation des cheminots, ni celle des postiers, ni l'engagement de toute la CGT ne seront à un niveau suffisant pour faire face au gouvernement, dont la plupart des membres sont liés au milieu des affaires.

Les postiers, les cheminots seront très sévèrement sanctionnés (avec de multiples révolutions).

Les syndicats vont traverser une période difficile et il faudra attendre 1921 pour obtenir une légère embellie. Mais que de luttes en perspective d'ici là !

* Millerand : président du Conseil du 20 janvier au 23 septembre 1920 puis Président de la République jusqu'en 1924.

1930 : scandale à l'Aéropostale

Alors que Jean Mermoz relie Toulouse à Santiago du Chili (13400 km) les 12 et 13 mai 1930, un scandale financier éclabousse l'histoire de l'Aéropostale.

La banque des Bouilloux-Lafont avait obtenu des crédits de la Banque de France afin de

financer une telle entreprise. Or, ces derniers ont été utilisés afin de renflouer des affaires véreuses et en perdition avec la complicité de la BDF, avec des faits de corruption de parlementaires et de fonctionnaires du ministère de l'air. Cela n'empêchera pas P.E Flandin, avocat conseil de l'Aéropostale, de devenir président du conseil, puis ministre des finances et enfin ministre des affaires étrangères de Pétain et... les affaires et scandales de continuer.

1940 : Entrer en résistance

S'interroger sur l'entrée en résistance en 1940, c'est suivre le parcours d'hommes et de femmes pris dans des événements qui les dépassent mais sur lesquels ils veulent malgré tout avoir prise, c'est partager leur volonté de ne pas renoncer et de ne pas céder à l'adversité quand la défaite est présentée comme définitive.

Les syndicats sont dissous, les militants sont traqués, arrêtés, internés. Plus de 10 000 sanctions sont prises contre les fonctionnaires communistes. Nous sommes pourtant deux mois avant que l'armée allemande envahisse sans difficulté la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, puis la France.

Emmanuel Fleury (arrêté fin 1939, interné au fort Baraux, évadé en septembre 1940), Georges Durou (17 ans, arrêté en février 1940, déporté à Orléans, libéré le 3 mai 1945), Marie Couette (déplacée de Clermont Ferrand à Châteauroux, où elle va connaître une vie de traquée), Jean Grandel (arrêté le 26 juillet 1940, fusillé à Chateaubriant le 22 octobre 1941) : la terreur règne partout, y compris dans les PTT.

Malgré tout, les premiers appels à la Résistance apparaissent.

Paralyser l'action des troupes allemandes par le sabotage de la production, des voies ferrées, des câbles et des lignes téléphoniques, constitue avec la distribution de tracts et journaux clandestins une des premières formes d'action. Il faudra encore beaucoup de courage, de persévérance, d'abnégation à ces militants, à ce peuple avant que la nuit se déchire et d'entrevoir la libération avec ses conquêtes sociales.

– Lire l'Histoire de la Fédération de Georges Frischmann (brève n°1 : p.216 et 217), (brève n°2 : p.319 et 320), (brève n°3 : p.406)

– Lire « les cheminots ont s'en fait toute une histoire » de l'IHS cheminots (brève n°1 : p.30 et 31)

– Lire « Mes printemps de barbelés 1940-1945 » de Georges Durou et le bulletin « Résistance » publié par le musée de la Résistance Nationale (brève n°3)



Passage de Relais prometteur

Les 17 et 18 octobre dernier, pas moins de 70 jeunes de moins de 30 ans étaient réunis dans le patio à Montreuil alors que nous fêtons les 110 ans d'Histoire de notre fédération.

Tout au long de son histoire, la CGT PTT puis la CGT FAPT n'a eu de cesse d'évoluer, et ce sont les syndiqués qui l'ont faite évoluer. Ce n'est donc pas un hasard si la fédération a décidé d'organiser cette initiative l'année des 110 ans de son Histoire et des 20 ans de l'IHS.

Garder la mémoire du passé et le faire connaître pour éclairer l'avenir, c'est tout le travail de l'Institut d'Histoire Sociale qui a participé à la préparation de cette initiative. Je remercie particulièrement le bureau de l'IHS et Patrick Bourgeois son président pour nos échanges et notre travail collectif ainsi que pour leur générosité.

Les interventions des jeunes présents ont confirmé qu'ils sont attachés à l'histoire et surtout à ce qu'ont fait les « anciens » avant eux. Pour les jeunes, faire quelque chose de différent de ce que faisaient les plus anciens dans le syndicat ne veut pas dire renier leur travail.

Plusieurs ont également affirmé qu'ils voulaient construire la CGT de demain à leur manière. Pour autant ils ne rejettent pas le passé : « faire à notre manière ne veut pas dire qu'on manque de respect ou rejette le passé mais il faut s'adapter à notre temps, au contexte qui a changé ».

Ils évoquent un monde qui change tellement vite que « les réalités d'hier deviennent les utopies d'aujourd'hui. »

Etre présent sur le terrain, oser, donner envie, accueillir, accompagner, syndiquer les salariés. Un syndicalisme de proximité qu'ils pratiquent et qu'ils souhaitent partout pour être la CGT FAPT de toutes et tous.

De nombreux participants ont insisté sur le fait que le meilleur canal de communication est avant tout le syndiqué. Il est le plus à même d'utiliser les supports pour susciter le débat et éveiller les consciences. La syndicalisation est alors une priorité, et la formation des nouveaux syndiqués une nécessité. Les travaux de l'IHS peuvent et doivent aider ces nouveaux syndiqués à construire la CGT de demain car l'avenir de la CGT et de notre fédération, c'est eux.

Florence Dauga
membre du bureau fédéral

Le Relais

22^e année de parution - Trimestriel - 4 €

Directeur de la publication :
Danièle Ledoux

Rédaction administration :
263, rue de Paris, case 545 -
93515 Montreuil Cedex

1^{er} trimestre 2020

Dépôt légal à parution
CPPAD N° 0322 G81018



Conception, mise en page
et impression :
Chevillon Imprimeur, 89100 Sens

Adèle LECOQ, militante syndicale et politique, féministe, pacifiste

Adèle Françoise Lecoq⁽¹⁾ est née le 9 février 1891 à Sallen (Calvados). En 1924, entrée aux PTT comme dame-employée, elle est nommée au central télégraphique de Paris, 103 rue de Grenelle, à l'endroit même où, en 1909, quinze ans plus tôt, démarrèrent les deux grandes grèves des PTT. Ce service fut, avec le central téléphonique (manuel), un creuset historique du militantisme PTT des télécommunications. La guerre et l'après la guerre 14-18 ont été marquées par une terrible hausse des prix et un déclassement des agents des PTT par rapport aux autres fonctionnaires. Pour Adèle Lecoq comme pour toutes les femmes, la question des salaires est centrale, tout comme l'égalité hommes-femmes et le droit de vote pour les femmes.

Après une période de gouvernements très à droite, c'est la victoire du Cartel des Gauches (Socialistes SFIO et radicaux) au printemps 1925 et l'installation du nouveau gouvernement. C'est le moment où le congrès du Syndicat national des agents (confédéré), qui l'avait adoptée au congrès de Valence en 1919, abandonne la revendication « à travail égal, salaire égal », c'est-à-dire l'alignement des salaires des femmes sur ceux des hommes.

Une commission est créée pour la révision des traitements et des carrières. L'espoir est grand, mais très vite déçu : non seulement le personnel des PTT décroche des autres fonctionnaires, mais l'écart se creuse entre les femmes et les hommes. C'est la colère. Le 21 septembre 1925, le personnel des centraux télégraphiques et téléphoniques de Paris et de province arrête le travail de 11 à 13 heures. Adèle Lecoq prend part à la grève, comme tout le personnel féminin, majoritaire au Central télégraphique. Elle adhère à la CGTU.

En janvier 1926, le reclassement exacerbe le mécontentement, car il acte définitivement le déclassement des 26 000 dames-employées des PTT. Celles-ci sont hors d'elles. Le 17 février, le personnel féminin confédéré du central téléphonique Guenberg convoque un meeting à la salle des Sociétés Savantes, en riposte au mutisme de son syndicat national et à l'abandon de la revendication « à travail égal, salaire égal ». Alors que ce syndicat conteste aux femmes le droit de convoquer le meeting, la fédération unitaire les soutient. Plus de 3 000 femmes s'y rendent.

En 1927, l'exaspération des femmes conduit à la création de la « Ligue des dames », qui rassemble des syndicalistes des deux centrales syndicales, la CGT et la CGTU. Adèle s'y fait connaître comme militante unitaire. Les meetings se succèdent.



Adèle LECOQ à la tribune lors du XIV^e Congrès de la CGT-PTT, 25-28 novembre 1952.

En octobre, la rupture des militantes confédérées avec leur syndicat est consommée. Elles transforment la Ligue des dames en organisation professionnelle spécifique. Adèle refuse ce choix et renforce son engagement à la fédération unitaire.

Au syndicat confédéré des agents, c'est la crise. En 1928, la direction est débarquée. Le syndicat fait alors mine de renouer avec la revendication d'égalité salariale. En octobre, La Ligue des dames est dissoute, les anciennes confédérées réintègrent leur syndicat.

Petit à petit, l'action des femmes paye. L'égalité théorique est reconnue en 1929, mais le ministre refuse d'intégrer d'un bloc les femmes au même grade que les hommes et tente d'étaler la mesure sur huit ans. Adèle Lecoq est une cheville ouvrière des comités de lutte des femmes pour son application immédiate. Elle anime plusieurs grèves en janvier et en mai 1930. Le ministère sanctionne durement et prononce 16 révocations et 32 mises en disponibilité, cependant que le syndicat des agents brise la grève. Adèle subit une « mise en disponibilité d'office » des PTT.

Après la grève, au congrès extraordinaire de la Fédération unitaire, elle est élue secrétaire technique des dames. En août, elle est déléguée au 6e congrès de l'Internationale syndicale rouge (ISR) à Moscou. En novembre 1931, elle participe au 6e congrès de la CGTU. Enfin, au congrès de mars 1932, elle est élue trésorière de la FPU.

Son activité militante s'intensifie : suite à l'automatisation des centraux téléphoniques, l'administration procède au licenciement des auxiliaires et à la mutation des dames-employées dans les bureaux de poste. Adèle prend la parole dans les meetings qui se succèdent, marqués par un premier rapprochement entre les unitaires et les confédérés. Le 6 février 1934 – tentative de coup de force fasciste – et sa riposte unitaire le 12 février, accélèrent le rapprochement.

Dans le même temps, Adèle Lecoq s'implique pour la Paix et contre le fascisme dans le Comité *Amsterdam-Pleyel* et au bureau national du *Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme*. Le

2 juillet 1934, elle est au présidium d'un immense meeting à Bullier⁽²⁾, contre le fascisme et la guerre, organisé conjointement par les communistes et les socialistes. Son action lui vaut les attaques de Gringoire, journal d'extrême droite.

Le 20 novembre 1934, Adèle Lecoq participe à la 1^{re} entrevue entre les deux fédérations postales et aux réunions qui précèdent la réunification syndicale de 1935. A la fusion, elle devient la trésorière adjointe de la fédération réunifiée.

A l'automne 1939, à l'interdiction du Parti communiste, elle est exclue, comme tous les ex-unitaires, de la direction fédérale, des syndicats nationaux et des sections départementales. Dès juin 1940, elle prend position contre l'occupant et anime les premiers groupes de résistance au Central télégraphique et au Central «Bourse». Repérée, elle est déplacée à Alençon, dans l'Orne, où elle devient agent de liaison d'un réseau de résistance. Le 21 août 1943, elle est arrêtée à Paris et emmenée rue des Soussaies. Transférée à la prison d'Alençon, elle est torturée à plusieurs reprises. Le 22 juillet 1944, quinze jours avant la libération d'Alençon, elle est transférée au fort de Romainville puis déportée en Allemagne. De Ravensbrück, où elle arrive le 14 août 1944, elle est envoyée près de Berlin dans une usine Siemens. Le 3 mai 1945, après un période chaotique se terminant par une marche de 300 km, elle est libérée par l'armée rouge et remise aux autorités françaises.

En septembre, elle est élue, au titre du syndicat des agents, à la CE de la fédération CGT des PTT et au bureau fédéral. Elle sera trésorière générale jusqu'en 1948. Puis elle sera secrétaire aux questions féminines. En 1952, elle est une dernière fois élue à la CE fédérale au titre des retraités. En 1946, nommée receveuse de 4e classe à Bourmont (Haute-Marne), elle termine sa carrière à Courtenay, dans le Loiret.

Adèle Lecoq meurt prématurément le 13 décembre 1955 à Paris, à l'âge de 64 ans. De nombreux postiers et postières assistent à son enterrement qui a lieu le 17 décembre.

Gilles Pichavant

SOURCES : *Le Peuple* – *La Défense*, organe de la section française du Secours rouge international – *L'Égalité de Roubaix Tourcoing* – *Gringoire* – *Commune*, revue de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires – *Le Populaire* – *L'œuvre* – *Le Mailron* – Brochure du VI^e congrès de la CGTU – Georges Frischmann, *Histoire de la Fédération CGT des PTT des origines à 1946*, 1969. – Charles Sancel, *Les femmes des PTT et la 2^e guerre mondiale*, Ed. Tirésias, 2014. – Centre des archives CGT-FAPT.

2. C'est à cette occasion qu'elle est citée comme membre du Parti Communiste.

Le Dossier

Les 110 ans d'histoire de la Fédération et les 20 ans de l'IHS

Christian Mathorel, secrétaire Général de la Fédération CGT Fapi, introduit « ce double anniversaire » qui « ouvre 3 jours d'initiatives permettant de parler de notre histoire, nos racines, de les mettre en perspective avec notre avenir, grâce au débat des deux jours suivants, où vont participer des jeunes de moins de 30 ans, issus des entreprises de notre secteur ». Saluant la présence de Virginie GENSEL, représentant le bureau confédéral, Maryse DUMAS, Colette DUYNLAGER, Alain GAUTHERON, anciens secrétaires généraux de la Fédération, (excusant Albert LE GUERN, absent pour raisons de santé), les camarades d'autres fédérations, et instituts, il adresse un chaleureux remerciement à Claude SOULADIE et Michel GAILLARD, maîtres d'œuvre de l'exposition placée en toile de fond dans le patio Georges SEGUY. (Extraits)

« Il faut que l'histoire puisse éclairer l'avenir et ainsi être utile à celles et ceux qui continuent nos combats dans les conditions d'aujourd'hui. »

Des personnages ont marqué à jamais l'histoire de notre fédération et de la CGT. Montrer leur contribution à l'histoire sociale a constitué l'ambition de Georges FRISCHMANN pour écrire le premier tome de l'histoire de la fédération, et l'engagement de nombreux camarades a permis, au long des 20 ans d'existence de l'IHS, la production de nombreux livres, dont le second tome de l'histoire de la Fédération, la revue trimestrielle **Le Relais**, et les deux dernières parutions « Paris Inter Archives, toute une histoire », écrit par Hélène LAFFAIT, et « Une biographie syndicale et politique de Georges Frischmann », d'Alain GAUTHERON, travail précieux sur les 30 années où Georges a dirigé la Fédération, alors qu'il était révoqué, pour avoir pris position contre la guerre. Tout au long de son histoire, notre Fédération a été confrontée à de profondes transformations, aux soubresauts politiques et leurs liens avec le syndicalisme, une période de luttes pour la paix, de conquêtes sociales, d'espairs déçus, mais aussi d'une capacité à agir et à continuer, dans l'adversité, à peser dans le débat d'idées.

« Nous avons souhaité que cet anniversaire et celui de l'IHS se déroulent en même temps que la réunion de 80 jeunes de moins de 30 ans, afin que nos 110 ans

d'histoire se conjuguent avec notre avenir. Je salue la présence de Florence, Alexandra, Antoine, Manu et Cédric, qui travaillent depuis plusieurs mois pour la réussite de cette initiative.

La place des jeunes a toujours constitué une préoccupation de la Fédération. Louis VIANNET déclarait en 1979, lors des 60 ans de la CGT PTT : **« Il faut dire aux plus jeunes, celles et ceux qui incarnent à la fois le présent et l'avenir... Vous avez le sentiment que le combat est difficile, âpre, complexe, sans doute l'est-il, précisément parce que l'enjeu est considérable, parce que, fort de toutes les luttes passées, de tous les succès remportés, il porte en lui plus nettement que jamais la question du changement. Mais ne croyez pas qu'il ait pu être, à n'importe quelle autre période du passé, un combat facile. »**

Christian MATHOREL ajoute que personne ne choisit l'époque dans laquelle il vit, il milite ; la connaissance de l'histoire permet de faire la part des choses entre le contexte du moment et la constante des valeurs qui guident notre combat au quotidien.

La recherche de l'unité et de la solidarité dans l'action a toujours été une préoccupation ; la première fédération postale est née en 1909, à la suite des grèves générales de Mars et Mai, (850 travailleurs seront révoqués), en réponse au besoin de s'épauler, agir ensemble, éprouvé dans la grève. Constituée avec une association et des

syndicats catégoriels, elle ne survivra pas à la guerre, se renouvellera en 1919, adhérant à la CGT. **Aujourd'hui, nous fêtons donc les 110 ans d'histoire de la Fédération et ses 100 ans d'adhésion à la CGT.**

Les conditions de cette constitution à partir des catégories marqueront durablement l'histoire de la Fédération ; les luttes des catégories font partie d'un même ensemble que les luttes générales contre l'exploitation qui nous frappe toutes et tous. Ce que Georges FRISCHMANN nommera « *l'indépendance dans l'interdépendance* ».

1909 représente aussi la première grève menée par les femmes, le 13 Mars au central télégraphique de Paris, ainsi que le rappelait, il y a 10 ans, Colette DUYNIS-LAGER : « *C'est certainement cet événement qui marquera pour toujours la volonté de la Fédération de permettre aux femmes de prendre toute leur place, et d'accéder à toutes les responsabilités, y compris celle de Secrétaire Générale...* » L'exposition témoigne de ce combat des femmes militantes qui ont marqué l'histoire. **L'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie, au travail, dans le militantisme est un combat permanent à tous les niveaux, celui du progrès social pour toutes et tous.**

Il se poursuit et c'est avec plaisir et intérêt que le prochain Conseil National fin Novembre accueillera **Maryse DUMAS, Sophie BINET, Rachel SILVERA, auteures de l'ouvrage «Féministe, la CGT ?»**

Christian aborde la **transformation numérique de la société**. Elle percuta les valeurs humaines, le vivre ensemble, la démocratie, la paix dans le monde, ce qui fait société, remet en cause le travail, son sens, sa finalité, son organisation, et rend plus impérieuse la lutte pour des services publics forts et novateurs, et particulièrement **le droit d'accès pour tous à la communication du futur** porté par notre Fédération, et replaçant les travailleurs au centre de l'affrontement de classe. Patronat et gouverne-

ment sont à l'œuvre pour investir cette nouvelle donne ; Serge LOTTIER a une formule : « *ce sont toujours les mêmes cuisiniers qui sont aux fourneaux* ». Ils cherchent à assouvir leur soif de profits en visant à remettre à zéro les compteurs de plus d'un siècle d'acquis sociaux. La CGT, la Fédération, ont un avenir à construire, à inventer, avec les salariés, les syndiqués, en étant à l'écoute des aspirations, des idées nouvelles, fédératrices, comme la défense du climat pour les jeunes générations :

«Nous avons su être le premier syndicat humaniste, antifasciste, antiraciste, féministe, soyons le premier syndicat à véritablement s'emparer de la question écologique» disait une jeune camarade de la Fédération au 52^e congrès, bien persuadée que cette lutte rime avec remise en cause du capitalisme.

Pour conclure, le Secrétaire Général de la Fédération cite Maryse DUMAS lors des 120 ans de la CGT :

«Si le syndicalisme se réinventait, sa priorité serait de réconcilier les salariés avec la perspective du progrès social, à portée de main pour peu de s'unir et d'agir... Égalité, respect, solidarité et démocratie seraient les valeurs fondamentales de ses modes de fonctionnement et de rapport aux salariés, Il se construirait comme un espace de liberté où la force du nombre s'enrichit des diversités multiples du monde salarial ; une force collective capable de confédérer les luttes, leurs expériences et résultats pour transformer la condition salariale... S'il devait se réinventer, le syndicalisme se donnerait l'ambition de devenir la Confédération Générale du Travail. Or, celle-ci existe depuis plus d'un siècle...»

Il termine par ces mots : **«La Fédération comme toute la CGT est toujours jeune des espoirs d'émancipation qui l'ont fait naître et grandir toutes ces années. A nous de leur donner corps pour les 110 ans qui viennent !»**



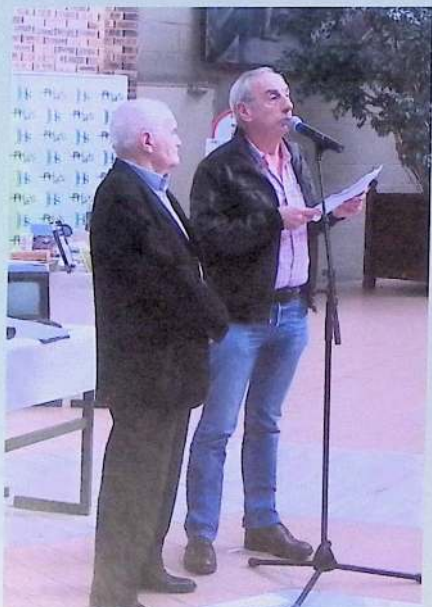
Christian Mathorel s'adresse aux participant.e.s, dont trois anciens secrétaires généraux de la Fédération.

Le Dossier

L'IHS CGT Fapt : 20 ans d'existence et un peu plus !

Lors de la création de l'IHS, le 17 décembre 1998, Alain Gautheron, secrétaire général de la Fédération en exprime en ces termes la philosophie : « C'est dans les périodes de doutes, de questionnements, de bouleversements, que nous éprouvons le plus le besoin de nous ressourcer, d'entretenir notre mémoire, notre identité, notre fonction ». C'est ainsi que Patrick Bourgeois Président de l'Institut CGT Fapt a commencé son intervention à l'occasion de ces anniversaires.

Quelques années plus tard, nous nous retrouvons dans ce patio Georges Ségué avec cette belle exposition qui retrace l'histoire de notre fédération, grâce au travail de Claude Souladé et Michel Gaillard.



Patrick Bourgeois et Serge Lottier, 20 ans de l'IHS, octobre 2019.

Les objets issus de la grande administration des Postes, Télégraphe et Téléphone qui y sont exposés proviennent de la collection rassemblée au fil des années par l'association qu'avait créée André Rouiller⁽¹⁾, son président.

La décision de cette exposition, la date choisie et le lieu ne relèvent pas du hasard. Sans doute faut-il y voir une constante des dirigeants de la Fédération pour que les jeunes générations de militantes et de militants d'aujourd'hui s'approprient l'histoire du syndicalisme CGT.

Il y a maintenant un peu plus de 20 ans que l'institut travaille sur notre histoire. Mais ce travail est entamé bien en amont par Georges Frischmann avec opiniâtreté et d'innombrables recherches, son ouvrage sur "L'Histoire de la Fédération CGT des PTT (1672-1946)" publié en 1967, demeure la référence historique pour la Fédération mais également pour l'histoire du mouvement ouvrier français.

Ce livre exprime aussi cette volonté que l'histoire du syndicalisme ne soit pas seulement racontée par d'autres, mais surtout écrite par celles et ceux qui en sont les acteurs.

De nombreux ouvrages vont paraître dès 1998 et après. Le dernier publié sur les Téléphonistes à l'international : « Paris Inter Archives », écrit par Hélène Lafait, rappelle combien les femmes ont pris toute leur place dans l'action revendicative pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, et plus globalement pour leur émancipation.

1. André Rouiller, facteur dans le Maine-et-Loire, militant de la CGT a fait don de cette exposition à la Fédération CGT-Fapt.

Le bien-fondé de la création d'un institut d'histoire de la Fédération n'est plus à démontrer, et Serge Lottier n'est pas pour rien dans la réussite de cette aventure.

Elu président au Conseil d'Administration lors de la 1^{re} assemblée générale de l'institut d'Histoire sociale CGT-PTT le 23 novembre 1998, il propose que : **« L'institut oriente les travaux pour que l'histoire soit traitée comme un corps vivant où les hommes et les femmes qui ont fait cette histoire soient sur le devant de la scène... »**

En même temps, complète-t-il, l'Institut sera un lieu où l'histoire s'écrit en lien avec le mouvement social car l'histoire n'est pas neutre, elle se redimensionne toujours dans le temps...

Nous ne serons pas de ceux qui, ne sachant plus aller de l'avant, remâcheront leur passé ! ».

Saluons le rôle essentiel des secrétaires généraux de la Fédération qui n'ont jamais négligé notre histoire et toujours cherché à la faire partager.

Nous avons une pensée particulière pour Louis Vianet, secrétaire général de la CGT de 1992 à 1998, sans oublier Georges Séguy, fondateur de l'IHS CGT national en 1982.

Le travail considérable réalisé par l'institut d'histoire sociale de la Fédération a été valorisé par Jean-Claude Lourdez, dans un bilan d'activité dense et détaillé à l'occasion du congrès fédéral de Marseille en 2015. Secrétaire général de l'association pendant de longues années, Jean-Claude est une pièce maîtresse dans son organisation et pour son développement (Permettez-moi en votre nom à tous d'avoir une pensée particulière à celle qui lui a succédé, Thérèse François, qui se bat avec courage et détermination pour retrouver très vite toute sa mobilité).

Phare de notre institut, son bulletin trimestriel : **"Le Relais"** est le support essentiel qui entretient ce lien régulier avec les adhérentes et adhérents de l'IHS, et surtout une source de connaissance et d'intérêt intergénérationnelle pour les acteurs sociaux d'hier et d'aujourd'hui. La qualité des articles est reconnue grâce à la rigueur sans faille de Bernard Bouche et de Danièle Ledoux, ses deux directeurs de publication depuis la sortie de son premier numéro en février 1999. On peut compter sur eux pour transmettre leur savoir à la relève qui arrive.

Nous avons beaucoup produit, appris pendant ces 20 années, notamment auprès de l'institut confédéral et dans nos collaborations avec les instituts professionnels et territoriaux.

Les publications de l'IHS confédéral, et notamment des "Cahiers" nous sont d'un grand apport. En témoigne la qualité de la conférence de Robert Gilles aux dernières soirées de l'été sur le thème de 1919⁽²⁾.

Notre IHS est attaché à son identité professionnelle, mais n'envisage pas de vivre en vase clos. Il participe au maximum aux différentes initiatives organisées par l'institut national et avec les autres instituts de la CGT. Sous l'égide de l'IHS confédéral, un travail de préparation est engagé sur le thème **« Syndicalisme et service public »** ; nous participons régulièrement aux colloques organisés par la FNARH (Fédération nationale des Associations de La Poste et d'Orange pour la Recherche Historique).

Notre collaboration avec la Fédération et les relations avec ses secrétaires généraux depuis la création de l'institut reposent sur la confiance, l'écoute, les échanges réguliers dans le respect et la fraternité.

Toutefois, notre statut d'association nous donne un rythme et des obligations qui sont différents de ceux de la Fédération. Notre autonomie sert seulement à éviter la confusion : à partir du passé, faire réfléchir sur le présent, mais ne pas s'en mêler ! L'accueil qui nous est réservé dans les congrès des syndicats, lors des soirées de l'été avec les membres du bureau fédéral et les secrétaires généraux des départements en témoigne.

Mais comme toute association, sa longévité dépend de beaucoup de critères, et en premier lieu de ses ressources. Financières bien évidemment, mais d'abord de ses forces agissantes : ses adhérents.

A la rencontre des jeunes qui s'ouvre demain, l'institut aura son stand pour faire connaître ses travaux, ses publications, échanger avec eux. Nous serons également présents pendant ces deux journées de débats, pour les écouter, être attentif à leurs attentes, leur perception par rapport à l'avenir.

La connaissance de l'histoire des luttes sociales est très importante pour les militantes et militants d'aujourd'hui. Laisser les jeunes penser par eux-mêmes, tout en montrant que d'autres générations de militants et de dirigeants ont eu aussi à répondre à des défis, est un enjeu majeur pour la Fédération d'abord, mais également pour nous en tant qu'institut d'histoire sociale.

Le travail sur l'histoire sociale demande également un investissement intergénérationnel, si nous voulons qu'il soit perçu comme utile pour les générations militantes d'aujourd'hui et de demain.

Si un dernier mot devait qualifier la contribution de ces 20 années d'activité de l'IHS, nous aimerions que ce soit celui-ci : **UTILE !!!**

Ce sera sans doute l'histoire qui répondra à ce souhait...

2 « L'année 1919 » article de Robert Gilles, in supplément « Le Relais » n° 84, décembre 2019

Le Dossier

110 ans de la Fédération
20 ans de l'IHS

L'exposition en image



Les jeunes font la fédération !

Environ 70 jeunes de moins de 30 ans ont été réunis, à l'occasion des 110 ans de la fédération, 20 ans de l'IHS avec un thème : Les jeunes font la Fédération !

Avec la participation de Virginie Gensel, membre du bureau confédéral, et la présence de Philippe Martinez le 2^e jour.

Florence Dauga, membre du bureau fédéral et secrétaire régionale Bourgogne, organisatrice de cette initiative ouvre les débats :

« Tout au long de son histoire, la CGT PTT puis la CGT FAPT n'a eu de cesse d'évoluer, et ce sont les syndiqués qui l'ont faite évoluer. Ce n'est donc pas un hasard si la fédération a décidé d'organiser cette initiative l'année des 110 ans de son Histoire.

Garder la mémoire du passé et le faire connaître pour éclairer l'avenir, c'est tout le travail de l'Institut d'Histoire Sociale qui a participé à la préparation de cette initiative. C'est également l'IHS qui vous propose cette magnifique exposition retraçant l'Histoire de la fédération. Les camarades de l'IHS seront présents pendant nos travaux pour garder la mémoire de cet événement qui fera partie de l'Histoire de la fédération.

Cette initiative est organisée dans la continuité de notre 36^e Congrès, lors duquel nous avons décidé de nos orientations en 3 axes : **être la CGT de toutes et tous, mettre le syndiqué au cœur de notre activité et tout cela à partir du travail.**

Les débats ont été organisés autour de 3 thèmes introduits par 3 jeunes militants :

Antoine, du Tarn, interpelle les participant-e-s sur la place des jeunes dont la précarité est devenue légion : place au travail mais également dans la CGT

« Cette précarité est aujourd'hui devenue une arme à part entière de notre système capitaliste. Les 20 % de taux de chômage des moins de 25 ans, répétés sans cesse dans les médias, sont une manière de faire comprendre à chacun que la période n'est pas à la révolte mais à la flexibilité... » Il leur demande : À quoi aspirez-vous ? Comment raccrocher les wagons entre la CGT et la jeunesse pour porter des revendications en phase avec les enjeux d'aujourd'hui ? Quelles sont vos expériences, vos idées ?

Alexandra, des Hautes-Alpes, à partir de son expérience de militante, met en évidence la responsabilité qui incombe à nos entreprises.

Porter les questions de l'écologie dans l'entreprise, dit-elle, c'est depuis le 52^e congrès, un enjeu pour toute la CGT mais... cela reste à construire. C'est à nous les jeunes de s'emparer pleinement du sujet, de le faire vivre et de penser des revendications qui collent pleinement aux enjeux de notre époque. **À nous de prendre, sinon les armes, au moins nos responsabilités.**

Benjamin, des Hauts-de-Seine, part de l'image de la CGT acablante, renvoyée par les médias, et propose de travailler main dans la main avec les militant-e-s plus anciens pour moderniser la communication en se servant du numérique, sans l'opposer au papier, en réfléchissant à de nouveaux moyens d'actions...



Aux origines de notre IHS

Le Conseil d'Administration de l'IHS s'est réuni le 16 Octobre 2019 avec 34 participant.e.s avant la célébration des 110 ans de la Fédération et des 20 ans de l'IHS CGT Fapt.

Après une courte présentation de Patrick BOURGEOIS, Alain GAUTHERON, le secrétaire général de la Fédération en 1998 et initiateur de la création de l'IHS, a précisé les conditions qui ont présidé à cette décision fédérale.

14 camarades sont intervenus dans la discussion illustrant la richesse du travail fourni depuis 20 ans et la poursuite de la réflexion pour élargir et améliorer le travail collectif.

Un témoignage d'amitié a été envoyé à notre amie Thérèse FRANCOIS, qui lutte depuis plusieurs mois pour recouvrer une meilleure santé et reprendre sa place parmi nous.

Le Relais expose l'intervention d'Alain Gautheron.

L'Institut d'Histoire Sociale CGT-PTT a été créé fin 1998. Evoquons le long processus qui mène à cette décision.

Dès le 19^e siècle, dans notre profession, les Associations laissent des traces écrites de leurs activités. A partir de 1909, année de la création de la première Fédération Postale, chaque catégorie qui la compose rédige et publie le compte-rendu de ses activités et édite un journal, rédige de nombreux tracts.

Il en va ainsi jusqu'à nos jours pour la CGT mais aussi pour d'autres syndicats et une multitude d'organisations à l'existence plus ou moins durable.

Au fil des générations, toutes ces publications précieusement conservées sont la source de la connaissance du passé, connaissance indispensable à tout syndicaliste qui prétend affronter efficacement la réalité contemporaine.

Ajoutons la transmission orale de l'histoire lors des meetings, des réunions qui passe de génération en génération.

S'il manque des archives, rappels qu'elles ont été

parfois subtilisées ou même détruites par des descentes de police dans les locaux syndicaux mais aussi par la milice de Vichy et l'occupant nazi.

Ces contextes historiques ont obligé les militantes et les militants à la prudence, à la discrétion, à la clandestinité pour survivre. Autant de contraintes peu propices à la création, la conservation et à la transmission des archives.

A partir des années 50, Georges Frischmann publie dans le mensuel de la Fédération plusieurs articles très documentés sur l'Histoire du mouvement ouvrier.

En 1967, après avoir, durant une douzaine d'années, recherché, accumulé, étudié une abondante documentation, il publie « Histoire de la Fédération CGT des PTT, des origines à 1945 ».

Cet ouvrage devient la référence pour des générations de cégétistes.

Reinvestir notre histoire

Dès 1982, les gouvernements que nomme le Président François Mitterrand prennent le cap de la rigueur. Ils mettent en place des mesures défavorables aux

travailleurs et entonnent, à leur égard, un refrain bien connu depuis : « la crise est fatale, il faut se serrer la ceinture ».

Dans le même temps, tout va de mieux en mieux pour le profit et les actionnaires.

Le chômage explose, conséquence logique de la casse industrielle qui percute les secteurs dans lesquels la CGT est depuis longtemps fortement implantée : les mines, la sidérurgie, l'automobile...

Des mesures sont prises dans le secteur public pour le préparer à se soumettre aux exigences du marché.

Les repères des cégétistes sont ébranlés, ils et elles tentent bien de défendre l'existant en revendiquant son amélioration mais peinent à investir le nouveau pour le marquer de leur empreinte.

Il est vrai que pour savoir où aller, mieux vaut savoir d'où l'on vient !

En 1982, Georges Séguy contribue à la création de l'IHS-CGT. Il s'agit de répertorier, classer et conserver les archives, permettre une recherche plurielle, transmettre l'expérience de la CGT avec ses ombres et ses lumières.

C'est ce qui pousse la Confédération à inciter ses organisations à réinvestir leur propre Histoire.

Une page Histoire voit le jour dans chaque numéro du mensuel de notre Fédération.

Nous organisons une succession de soirées sur : la Résistance, la grève de 1953, la scission de 1947...

Elles nécessitent un travail collectif de préparation, elles permettent les témoignages d'acteurs de ces événements, la réédition de journaux syndicaux d'époque, de larges échanges et la diffusion d'un compte-rendu en direction des adhérent.e.s.

Une vérité dans l'opposition, une autre au gouvernement.

Portée par les exigences du mouvement social de l'hiver 95, la gauche plurielle (PS, PCF, Verts) obtient la majorité lors des élections législatives du printemps 1997.

Lionel Jospin dirige le nouveau gouvernement.

Il décide d'appliquer la loi Fillon qui prévoit la privatisation d'une partie du capital de France Télécom.

Mesure diamétralement opposée à tous les engagements pris par la gauche plurielle durant la campagne électorale.

Si cela ne surprend pas les plus lucides, cela provoque parmi le personnel mais aussi les militant.e.s un profond sentiment de trahison et d'amertume.

Aux PTT, les ministres socialistes ont souvent effectué cette volte-face : tenir, dans l'opposition un discours favorable au service public et, une fois au pouvoir, faire le « sale boulot » en appliquant les mauvais coups que la droite n'avait pas pu imposer.

C'est par exemple le cas avec la loi Quilès de 1990 qui, sur le fond, prend le relais après l'échec du projet Longuet.

La nouveauté cette fois, c'est que le PCF de Robert Hue englué dans une inter-

prétation opportuniste de la notion de « mixité du capital » accompagne cette manœuvre !

C'est un coup très dur pour de nombreux cégétistes qui savent à quel prix ce parti et ses militant.es ont, à la Libération, joué un rôle décisif dans l'élaboration et l'adoption du Statut Général des Fonctionnaires, et depuis dans la défense et le développement des services publics et des nationalisations.

Ce choc, provoqué par une Gauche qui, rassemblée au gouvernement, réalise les rêves des privatiseurs, produit un profond dégoût parmi les salarié.e.s. Il entraîne des comportements divers mais dont beaucoup menacent la cohésion de la Fédération et l'efficacité de son action.

La politique subit un profond et durable discrédit,

certaines pensent même que le syndicalisme pourrait suffire à tout, d'autres tentent d'importer dans leur syndicat des affrontements qu'ils vivent dans leur parti dont de nombreux adhérent.e.s contestent les renoncements.

Dégoût, rejet, fatalisme, suspicion, rancœurs menacent alors le quotidien.

Afin d'affronter ce présent inédit et incertain, la Fédération doit puiser dans son Histoire et mettre en valeur l'originalité et la continuité de son identité :

- indépendance à l'égard de tous les pouvoirs et notamment des partis politiques

- capacité à construire démocratiquement dans ses rangs ses revendications pour le personnel et le service public, à articuler action revendicative et action pour construire une

société libérée de toutes les formes de domination et d'exploitation.

Dans ce but, l'heure est venue de créer l'IHS-CGT-PTT afin de classer nos archives de manière professionnelle, de les rendre accessibles, de favoriser la recherche, les confrontations entre syndicalistes, historiens, chercheurs, de transmettre leurs travaux à un large public.

Il ne s'agit pas de justifier ou de juger l'histoire de la Fédération mais d'essayer de savoir, de la comprendre, de la transmettre.

Une équipe animée par Serge Lottier, passionné d'histoire et organisateur fort d'une longue expérience syndicale relève le défi et s'engage dans l'aventure.

Vingt ans après elle peut être fière de ce qu'elle a produit et semé.



Création de l'IHS 1998

L'action syndicale a contribué à faire grandir les idées féministes !

Neuf portraits de militantes, douze récits de luttes de femmes salariées, une préface de Philippe Martinez et trois parties clairement identifiées, c'est ainsi que se présente le livre « Féministe la CGT ? ». Il est co-écrit par Sophie BINET, secrétaire générale adjointe de l'UGICT et responsable du collectif Femmes/mixité de la Confédération, Maryse DUMAS qui a été secrétaire générale de notre fédération et secrétaire confédérale et Rachel SILVERA, économiste.

Le Relais a demandé à Maryse de nous en dire un peu plus.

Pourquoi ce titre et pourquoi le point d'interrogation ?

Maryse Dumas : En 2019, le 52^e congrès a défini la CGT comme un syndicat féministe. Or, ce qualificatif ne va de soi ni en interne ni en externe. Dans la préparation du congrès, la CGT a organisé une consultation « Femmes, la CGT vous la voulez comment ? ». 10.000 femmes, syndiquées ou non, y ont répondu : 98% se disent attachées à la lutte pour l'égalité Femmes/hommes mais 64% seulement se disent « féministes ». Le mot reste chargé du sens d'une lutte anti-hommes, dans laquelle la CGT ne peut se reconnaître. Remarquons aussi que, même si l'image de la CGT a beaucoup changé ces dernières années dans ce domaine, nombre d'associations féministes hésitent à employer ce qualificatif pour la CGT, comme si luttes des classes et lutte d'émancipation des femmes ne pouvaient aller de pair. Ce sont ces multiples problématiques que nous tentons d'explorer tout au long du livre, dans une recherche à la fois historique, sociologique et syndicale en rapport avec les enjeux actuels.

Comment la CGT en est-elle venue à s'attribuer un qualificatif dont elle se méfiait jusqu'à très récemment ?

M.D. : Le terme « féministe » est apparu au XIX^e siècle. Sa signification a beaucoup évolué du fait notamment des luttes et

de la salarisation massive et durable des femmes. Historiquement, la CGT est plutôt méfiante vis-à-vis de ce concept car elle y voit un risque de substitut à la lutte des classes. La plupart des militantes CGT les plus affirmées dans le combat pour développer la syndicalisation et les luttes des travailleuses partagent cette méfiance. Pourtant, la portée féministe de l'action de la CGT me paraît évidente dès lors que, par l'action syndicale, des milliers de travailleuses tout au long de l'histoire, ont pu se dégager de la double subordination à laquelle elles étaient assignées : en tant que travailleuses vis-à-vis de l'exploitation et en tant que femmes vis-à-vis de la famille et de la société. Prendre la parole, manifester sur la place publique, organiser des actions, faire grève : chaque acte syndical est, pour les travailleuses, une transgression d'essence féministe qui les marque voire les transforme durablement. Le féminisme vise l'émancipation des femmes. La CGT veut l'égalité et en finir avec toutes les formes d'exploitation et de domination comme le stipulent fort justement ses statuts. Les féminismes doivent mieux prendre en compte les réalités de l'exploitation du travail, la CGT doit mieux appréhender les rapports sociaux de genre qui interagissent avec les rapports sociaux de classes. La CGT a contribué, sans s'approprier ce terme, à ce que les idées féministes grandissent. Il lui revient aujourd'hui de donner un contenu syndical et de classe au terme

féministe : celui de l'égalité, de la liberté et d'un mouvement d'émancipation construit par les travailleuses elles-mêmes, ce qui est le titre de ma partie.

Tu as écrit la partie historique du livre. Quels éléments principaux en tires-tu ?

M.D. : Il faut se garder de juger le passé avec les lunettes d'aujourd'hui. La CGT est toujours ancrée dans les réalités du moment, elle est le reflet du salariat et des femmes et des hommes qui la composent. Mais elle est aussi actrice, d'autant plus qu'elle ambitionne depuis toujours une transformation sociale qui aille jusqu'à la disparition du capitalisme. Ce qui est passionnant, c'est ce combat à l'intérieur de la CGT entre des mentalités qui assignent les femmes à un rôle subalterne tant dans le travail et la famille que dans le combat de classes, et un fort volontarisme pour que les travailleuses s'emparent de l'outil syndical pour mener leurs luttes, se former, accéder à des responsabilités. Je suis frappée par la permanence de certains débats qui, traversant toute l'histoire de la CGT, ne sont jamais définitivement réglés et resurgissent encore aujourd'hui : faut-il des formes d'organisations non mixtes (les commissions féminines, par exemple) pour que les femmes expriment sans détour leurs préoccupations, faut-il au contraire veiller à ce qu'elles soient présentes et nombreuses dans toutes les instances de la CGT et dans ses directions à tous les niveaux ? Faut-il des mesures particulières pour favoriser le militantisme féminin ou avoir des modes de vie syndicaux où femmes et hommes aient toute leur place ? Le droit au travail des femmes est-il inaliénable ou doit-il reculer dès lors que les enfants arrivent ? Les femmes ont-elles des revendications particulières, liées notamment à la maternité et aux responsabilités familiales, ou celles-ci relèvent-elles de la responsabilité des couples ? Faut-il imposer des quotas pour s'assurer de la présence d'un certain nombre de femmes dans les responsabilités ou attendre qu'elles soient choisies pour leurs « compétences » ? Toutes ces questions et bien d'autres ont provoqué des échanges passionnés quasiment à tous les moments.

Quelle place tient notre fédération dans cette histoire ?

M.D. : Je dis dans le livre que pour être complète l'histoire de la CGT dans ce domaine devrait intégrer celle des fédérations et

unions départementales, ce qui n'a pu être fait cette fois-ci. Pourtant notre fédération a joué un rôle essentiel sur ces questions... Nous présentons les portraits de deux militantes de notre fédération. Marie COUETTE, dame employée des chèques postaux, a fondé la commission féminine de la fédération postale unitaire. A la libération, elle a été la première (et seule) femme élue au bureau confédéral de la CGT reconstituée. Madeleine COLIN, téléphoniste, a également été élue au bureau confédéral. Elle a fondé le magazine « Antoinette » qui de 1955 à 1989 a porté la voix de la CGT parmi les femmes salariées. Un encadré relate la lutte des « Dames employées de la Poste » menée pour l'égalité des salaires et carrières avec les hommes « Commis ». Elle est intéressante à plus d'un titre. D'une part par sa durée : plus de dix ans avant de gagner ! D'autre part parce qu'elle a donné lieu à la création d'une « ligue des Dames » qu'on pourrait qualifier aujourd'hui de syndicat féminin, à laquelle on pouvait adhérer même si on était déjà syndiquée à la CGTU ou à la CGT. La ligue s'est sabordée avant que la lutte ait abouti. Mais sous l'impulsion de la Fédération Postale Unitaire, et de Marie COUETTE, un « comité d'entente » a pris le relais afin d'unir les Dames employées dans la lutte. Ce comité préfigurait la réunification de 1936.

Quels souhaits formulerais-tu pour la diffusion de ce livre ?

M.D. : Nous l'avons conçu pour qu'il soit utile à toutes celles et ceux qui s'intéressent à la CGT bien sûr, mais aussi et peut-être surtout à celles et ceux qui la font vivre et grandir. Ma génération s'est formée avec le livre de Madeleine COLIN : « Ce n'est pas d'aujourd'hui » paru en 1975. Il est encore dans ma bibliothèque, un peu écorné, certaines pages décollées, il m'a beaucoup servi. Aucun livre sur ce sujet n'a été publié depuis par la CGT. Modestement, j'aimerais que celui-ci qui traite d'histoire mais qui donne aussi des données actuelles sur le travail des femmes et sur le contenu de l'activité de la CGT ait une vie aussi longue et utile.



Hommage

André Brangeon est décédé le 6 janvier 2020.

Nous savions que depuis longtemps André menait un dur et douloureux combat contre la maladie.

Membre du bureau de l'UFC, de la CE Fédérale de 1977 à 1996, secrétaire général de la commission nationale des receveurs, peintre, poète, écrivain, historien, militant politique, André le syndicaliste savait que pour être reconnu par ses camarades Receveurs, il devait d'abord connaître parfaitement son métier.

C'est en l'exerçant pleinement qu'il a mené de front tous ses engagements, toutes ses passions.

Venu l'âge de la retraite, il est rentré au pays, toujours aussi actif au sein des instances syndicales locales, mais cette fois au service des retraités (Fapt 44). Il a aussitôt adhéré au Centre d'Histoire de Loire-Atlantique..

Persuadé que les acteurs de notre histoire devaient aussi en être les rédacteurs, il a donc mis spontanément son expérience de militant, son érudition au service de l'IHS et du centre d'histoire. Il s'est employé à retracer, dans un

livre paru en 2013, l'histoire des « Receveurs des Postes », mais aussi de leur engagement pour la défense de leurs revendications catégorielles et pour le maintien du service public de la Poste au plus près de la population.

Amateur d'art, il déplorait la disparition des flammes postales, petites œuvres d'art parfois, qui contribuaient à la renommée de nos localités. Il souhaitait en rappeler l'origine, la conception, l'évolution, en dresser si possible, avec le concours des municipalités, des offices de tourisme, la liste exhaustive en Loire Atlantique et, pourquoi pas, donner l'idée d'élargir cette initiative à d'autres départements.

Sa disparition nous peine profondément.



16

Une première pour l'IHS CGT Fapt

La biographie de Georges Frischmann est maintenant disponible en livre audio.

La lecture par l'écoute est une forme originale qui peut aider les personnes ayant des problèmes de vision mais pas seulement. C'est un kit main libre pour ceux qui utilisent les transports en commun, le train ou l'avion, les sportifs, etc. Et aussi pour ceux qui apprécient l'oralité d'un récit.

Les livres audio sont donc faits pour tous, à tout moment..

Cet enregistrement du texte publié auparavant a été réalisé par des bénévoles et militants du syndicat CGT Fapt de Haute Vienne (voir photo ci-contre).

Vous pouvez vous le procurer sous différents supports au prix de 5€.



Bon de commande

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone : adresse courriel :

☐ Clef USB

☐ CD

☐ Téléchargement

Je commande : 5€ = €

Adresser le chèque correspondant à l'IHS CGT FAPT, 263 rue de Paris, Case 545, 93515 Montreuil Cedex

